



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.549/4
du 28 juin 2016

sur

un avant-projet de loi 'portant
assentiment au Traité Benelux
relatif à la coopération
transfrontalière en matière
d'inspection du transport
routier, fait à Liège le
3 octobre 2014'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.549/4
van 28 juni 2016

over

een voorontwerp van wet
'houdende instemming met het
Benelux-Verdrag betreffende
grensoverschrijdende
samenwerking inzake
wegvervoerinspectie, gedaan te
Luik op 3 oktober 2014'

Le 7 juin 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères et européennes, chargé de Beliris et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant assentiment au Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, fait à Liège le 3 octobre 2014'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 28 juin 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT, président de chambre.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 juin 2016.

*

Op 7 juni 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse en Europese Zaken, belast met Beliris en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het Benelux-Verdrag betreffende grensoverschrijdende samenwerking inzake wegvervoerinspectie, gedaan te Luik op 3 oktober 2014'.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 28 juni 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 juni 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU TRAITÉ

Dans l'avis 57.050/VR donné le 19 mars 2015 sur un avant-projet de décret (Région flamande) portant assentiment au même Traité et devenu le décret du 22 janvier 2016, les chambres réunies de la section de législation ont formulé les observations suivantes ¹ :

(Traduction)

« 2.1. L'avant-projet de décret soumis pour avis a pour objet de donner assentiment au 'Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier', fait à Liège le 3 octobre 2014 (ci-après : le traité).

2.2. Conformément à l'article 28 du traité, il est institué un Comité de pilotage inspection des transports routiers, où toutes les parties contractantes sont représentées et dont la composition est fixée dans l'annexe du traité. Selon le paragraphe 3 de l'article 28, une mesure d'exécution au sens de l'article 26 du traité peut arrêter une procédure pour la modification de la composition du Comité de pilotage. Cette disposition prévoit une procédure de modification de l'annexe du traité qui est susceptible de lier la Région flamande, sans que le Parlement flamand ait pu donner son assentiment.

En vertu de l'article 167, § 3, de la Constitution, ces modifications doivent cependant également recevoir l'assentiment du Parlement flamand. Rien ne s'oppose toutefois à ce que, sous certaines conditions, cet assentiment soit donné anticipativement ². À cet égard, on peut se reporter à l'avis 37.954/AG-37.970/AG-37.977/AG-37.978/AG du 15 février 2005 ³, dans lequel le Conseil d'État, section de législation, siégeant en assemblée générale, a observé ce qui suit :

‘Tant la Cour de cassation ⁴ que la section de législation du Conseil d'État ⁵ admettent que, dans certaines conditions, les Chambres législatives peuvent donner leur

¹ *Doc. parl.*, Vl. Parl., 2015-2016, n° 548/1, pp. 23-28.

² *Note de bas de page 2 de l'avis 57.050/VR* : Voir au sujet de la problématique de l'assentiment parlementaire à des modifications simplifiées d'un traité : D. VAN EECKHOUTTE et T. LOOSE, « Wijziging zkt. Instemming. Het probleem van de parlementaire instemming met vereenvoudigde verdragswijzigingen », *TvW*, 2007, 3-27, et L. VAN LOOY, « Parlementaire instemming met verdragswijzigingen: meer dan een verplicht nummer ? », *TvW* 2010, 283-298.

³ *Note de bas de page 3 de l'avis 57.050/VR* : Avis portant notamment sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté flamande du 9 juin 2006 'portant assentiment au traité établissant une Constitution pour l'Europe, et à l'Acte final, faits à Rome le 29 octobre 2004', *Doc. parl.*, Parl. fl., 2004-05, n° 358/1, (41) 64.

⁴ *Note de bas de page 4 de l'avis 57.050/VR* : *Note 35 de l'avis cité* : Cass., 19 mars 1981, *Pas.*, 1981, I, n° 417; *J.T.*, 1982, 565, et la note de J. Verhoeven; Cass., 2 mai 2002, n° C.99.0518.N.

⁵ *Note de bas de page 5 de l'avis 57.050/VR* : *Note 36 de l'avis cité* : Voir notamment l'avis n° 33.510/3 du 28 mai 2002 sur l'avant-projet devenu la loi du 17 décembre 2002 portant assentiment à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et aux annexes I et II, faites à Aarhus le 25 juin 1998 (*Doc. parl.*, Sénat, 2001-2002, n° 2-1235/1, p. 48); l'avis 35.792/2/V du 20 août 2003 sur l'avant-projet devenu le décret du 27 novembre 2003 portant assentiment à la

assentiment préalable à un traité ou à une modification à celui-ci. Pour qu'un tel assentiment préalable soit compatible avec l'article 167, §§ 2 à 4, de la Constitution et avec l'article 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, deux conditions doivent être réunies : il faut notamment que les Chambres législatives et, le cas échéant, les parlements des communautés et des régions connaissent les limites des futurs amendements⁶ et qu'ils indiquent expressément qu'ils donnent leur assentiment à ces amendements'.

En ce qui concerne le traité auquel on entend porter assentiment, on peut admettre que l'exigence imposant de connaître suffisamment les limites des futurs amendements est rencontrée. Pour cette raison, il serait judicieux de compléter le projet de décret par une disposition expresse donnant assentiment préalable aux amendements des annexes, conformément à l'article 28, paragraphe 3, du traité.

2.3. Il n'en demeure cependant pas moins qu'en application de l'article 28, paragraphe 3, du traité, l'annexe de celui-ci peut faire l'objet de modifications que le Parlement flamand n'approuve pas nécessairement. Afin de permettre au Parlement flamand de signaler au Gouvernement flamand qu'il n'approuve pas un amendement déterminé, il serait préférable de compléter le projet par une disposition prévoyant l'obligation pour le Gouvernement de notifier au Parlement, dans un délai déterminé, tout amendement approuvé⁷.

2.4. L'assentiment préalable à pareils amendements ne déroge pas à l'obligation, résultant de l'article 190 de la Constitution et de l'article 56 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', de publier ces amendements au *Moniteur belge*, afin qu'ils puissent produire leurs pleins effets dans le droit interne⁸.

3.1. Plusieurs dispositions du traité prévoient l'adoption de mesures d'exécution, notamment pour établir et mettre à jour la liste des autorités et fonctionnaires compétents (article 2, paragraphe 2), pour donner un droit d'accès à d'autres registres nationaux (article 6, h)), pour déterminer les modalités pratiques de la coopération en vertu du traité (article 7), pour déterminer les modalités pratiques de la coopération et l'attribution des tâches lors de la participation à une intervention transfrontalière (article 10), pour fixer le début et la fin de l'intervention transfrontalière (article 19), pour arrêter la présidence et le fonctionnement du Comité de pilotage inspection des transports routiers (article 28, paragraphe 3) et pour établir la liste des noms et coordonnées des membres du Comité de pilotage (annexe, paragraphe 3).

Convention sur les polluants organiques persistants, faite à Stockholm, le 22 mai 2001, ainsi qu'à ses annexes (*Doc. parl.*, C.R.W., 2003/2004, n° 575/1, p. 10); l'avis n° 36.170/1 du 11 décembre 2003 sur l'avant-projet de loi portant assentiment à la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie, signée à Bruxelles le 31 octobre 2001 (*Doc. parl.*, Sénat, 2004-2005, n° 957/1).

⁶ Note de bas de page 6 de l'avis 57.050/VR : Note 37 de l'avis cité : Voir notamment les avis cités dans la note précédente.

⁷ Note de bas de page 7 de l'avis 57.050/VR : À cet effet, on pourrait par exemple s'inspirer des articles 3 et 4 du décret de la Région flamande du 25 avril 2014 'portant assentiment à l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures (ADN), fait à Genève le 26 mai 2000, et aux prescriptions actualisées ADN 2013'.

⁸ Note de bas de page 8 de l'avis 57.050/VR : Si la mesure d'exécution devait être arrêtée sous la forme d'un instrument qui tombe sous l'application de l'article 23 du traité 'portant révision du Traité instituant l'Union économique Benelux, signé le 3 février 1958', fait à La Haye le 17 juin 2008, la publication pourrait être faite dans le Bulletin Benelux.

Les mesures d'exécution sont arrêtées par les autorités compétentes (article 26), à savoir les autorités qui, en vertu de la répartition interne des compétences, sont responsables sur le territoire d'une partie contractante du contrôle et de l'application de la réglementation en matière de transport routier des marchandises et des personnes (article 2, paragraphe 1, a)). Invité à apporter des précisions à ce sujet, le délégué a répondu que pour la Région flamande, c'est l'*Agentschap Wegen en Verkeer*⁹ qui interviendra comme autorité compétente.

3.2. Comme l'assemblée générale de la section de législation l'a observé dans l'avis 42.631/AG du 8 mai 2007, de telles mesures ne peuvent être admises que '[p]our autant que ces accords se limitent à prévoir l'exécution administrative et technique d'un traité et ne visent qu'à permettre l'exécution des droits et obligations qui y figurent'¹⁰.

3.3. Invité à fournir des précisions à ce sujet, le délégué a répondu en ces termes :

'Uitvoeringsafspraken zijn praktische afspraken.

Zo zal in uitvoeringsafspraken bijvoorbeeld worden geregeld op welke wijze de communicatie in verband met de geplande acties zal verlopen.

Ook zal concreet worden bepaald op welke tijdstippen de acties zullen gevoerd worden.

Welke uitrusting bij de inspecties zal worden gebruikt zal eveneens worden geregeld'.

et

'Het is zeker niet de bedoeling dat uit de uitvoeringsafspraken nieuwe rechten of verplichtingen voor de burgers voortvloeien. Het gaat louter om praktische afspraken.

Wanneer aan het verdrag uitvoering wordt gegeven, zal dit gebeuren in respect met de respectievelijke wetgeving van de verschillende partijen'.

Cette précision devra être inscrite dans l'exposé des motifs.

Mieux vaudrait également adapter le commentaire de l'article 19 du traité (omettre les mots 'in zijn algemeenheid') pour ne pas donner à penser – à tort – que les mesures d'exécution auraient le caractère d'une réglementation contraignante de portée générale.

4. Invité à fournir des éclaircissements, le délégué a précisé que dans le paragraphe 1^{er} de l'annexe jointe au traité, les termes un 'représentant du Royaume de Belgique' visent un 'représentant de l'autorité fédérale'. À l'avenir, lors de la conclusion de traités, on veillera à ne pas confondre les termes 'autorité fédérale' et 'Royaume de Belgique'. Sur le plan du droit international, le 'Royaume de Belgique' compte en effet différents organes, l'autorité fédérale n'étant qu'un parmi d'autres, à côté notamment de la Région flamande, de la Région wallonne et de la Région de Bruxelles-Capitale. Si l'intention est, par la voie d'un traité, de prévoir des droits ou des obligations spécifiques pour l'autorité fédérale, il faut le mentionner expressément ».

⁹ Note de bas de page 9 de l'avis 57.050/VR : Il s'agit de l'agence créée par l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 octobre 2005 'portant création de l'agence autonomisée interne sans personnalité juridique Agence Routes et Circulation'.

¹⁰ Note de bas de page 10 de l'avis 57.050/VR : Avis C.E. 42.631/AG du 8 mai 2007 sur un avant-projet devenu la loi du 9 février 2009 'portant assentiment à l'Accord-cadre entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République française sur la coopération sanitaire transfrontalière, signé à Mouscron le 30 septembre 2005', Doc. parl., Sénat, 2007-08, n° 4-912/1, (11) 15.

Ces observations valent également, *mutatis mutandis*, pour l'avant-projet de loi examiné.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET DE LOI D'ASSENTIMENT

Il est renvoyé aux observations 2.2 et 2.3 formulées dans l'avis 57.050/VR ¹¹.

*

¹¹ Voir l'article 2 du décret flamand du 22 janvier 2016 'portant assentiment au Traité Benelux relatif à la coopération transfrontière en matière d'inspection du transport routier, fait à Liège le 3 octobre 2014'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VERDRAG

In advies 57.050/VR, dat op 19 maart 2015 is gegeven over een voorontwerp van decreet (Vlaams Gewest) houdende instemming met datzelfde Verdrag en heeft geleid tot het decreet van 22 januari 2016,¹ heeft de afdeling Wetgeving in verenigde kamers de volgende opmerkingen geformuleerd:

“2.1. Het om advies voorgelegde voorontwerp van decreet strekt tot het verlenen van instemming met het ‘Benelux-verdrag betreffende grensoverschrijdende samenwerking inzake wegvervoerinspectie’, gedaan te Luik op 3 oktober 2014 (hierna: het verdrag).

2.2. Overeenkomstig artikel 28 van het verdrag wordt een stuurgroep wegvervoerinspectie ingesteld, waarin alle verdragssluitende partijen vertegenwoordigd zijn, en waarvan de samenstelling wordt vastgesteld in de bijlage bij het verdrag. Luidens lid 3 van artikel 28 kan in een uitvoeringsafpraak als bedoeld bij artikel 26 van het verdrag een procedure tot wijziging van de samenstelling van de stuurgroep worden bepaald. Die bepaling voorziet in een procedure van wijziging van de bijlage bij het verdrag die ertoe kan leiden dat het Vlaamse Gewest erdoor wordt gebonden zonder dat het Vlaams Parlement ermee zijn instemming heeft kunnen betuigen.

Krachtens artikel 167, § 3, van de Grondwet dient evenwel ook met deze wijzigingen te worden ingestemd door het Vlaams Parlement. Er bestaat evenwel geen beletsel tegen dat deze instemming, onder bepaalde voorwaarden, vooraf zou worden gegeven.² Wat dit laatste betreft, kan worden verwezen naar advies 37.954/AV-37.970/AV-37.977/AV-37.978/AV van 15 februari 2005,³ waarin de Raad van State, afdeling Wetgeving, zitting houdend in algemene vergadering, het volgende heeft opgemerkt:

‘Zowel het Hof van Cassatie⁴ als de afdeling Wetgeving van de Raad van State⁵ aanvaarden dat onder bepaalde voorwaarden de wetgevende vergaderingen vooraf

¹ *Parl.St.* VI.Parl. 2015-16, nr. 548/1, 23-28.

² *Voetnoot 2 van advies 57.050/VR*: Zie over de problematiek van de parlementaire instemming met vereenvoudigde verdragswijzigingen: D. VAN EECKHOUTTE en T. LOOSE, “Wijziging zkt. Instemming. Het probleem van de parlementaire instemming met vereenvoudigde verdragswijzigingen”, *TvW* 2007, 3-27 en L. VAN LOOY, “Parlementaire instemming met verdragswijzigingen: meer dan een verplicht nummer?”, *TvW* 2010, 283-298.

³ *Voetnoot 3 van advies 57.050/VR*: Advies over onder meer een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 9 juni 2006 ‘houdende instemming met het Verdrag tot vaststelling van een Grondwet voor Europa en de Slotakte, ondertekend in Rome op 29 oktober 2004’, *Parl. St.* VI.Parl. 2004-05, nr. 358/1, (41) 64.

⁴ *Voetnoot 4 van advies 57.050/VR*: *Voetnoot 35 uit het geciteerde advies*: Cass. 19 maart 1981, *Arr. Cass.* 1980-1981, 808; *JT* 1982, 565, en noot J. VERHOEVEN; Cass., 2 mei 2002, nr. C.99.0518.N.

kunnen instemmen met een verdrag of met een wijziging van een verdrag. Opdat zulke voorafgaande instemming verenigbaar zou zijn met artikel 167, §§ 2 tot 4, van de Grondwet en met artikel 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, moet aan twee voorwaarden worden voldaan: met name is vereist dat de Wetgevende Kamers en desgevallend de Gemeenschaps- en Gewestparlementen de grenzen van de toekomstige wijzigingen kennen⁶ en dat ze uitdrukkelijk aangeven dat ze met die wijzigingen instemmen⁷.

Ten aanzien van het verdrag waarmee de instemming wordt beoogd, kan worden aangenomen dat voldaan is aan het vereiste dat de grenzen van de toekomstige wijzigingen voldoende gekend zijn. Om die reden is het raadzaam het ontwerp van decreet aan te vullen met een uitdrukkelijke bepaling waarin een voorafgaande instemming wordt verleend met de wijzigingen van de bijlage overeenkomstig artikel 28, lid 3, van het verdrag.

2.3. Het voorgaande neemt nochtans niet weg dat met toepassing van artikel 28, lid 3, van het verdrag wijzigingen in de bijlage bij het verdrag kunnen worden aangenomen waarmee het Vlaams Parlement het eventueel niet eens is. Om het Vlaams Parlement de mogelijkheid te bieden om aan de Vlaamse Regering duidelijk te maken dat zij het niet eens is met een bepaalde wijziging, zou het ontwerp het best worden aangevuld met een bepaling waarin voorzien wordt in de verplichting voor de Regering om elke goedgekeurde wijziging binnen een bepaalde termijn aan het Vlaams Parlement mee te delen.⁷

2.4. De voorafgaande instemming met zulke wijzigingen houdt geen afwijking in van de verplichting, voortvloeiend uit artikel 190 van de Grondwet en uit artikel 56 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', om die wijzigingen bekend te maken in het *Belgisch Staatsblad* opdat ze in het interne recht ten volle uitwerking zouden kunnen hebben.⁸

3.1. Verschillende bepalingen van het verdrag voorzien in het sluiten van uitvoeringsafspraken, namelijk voor het vaststellen en het actualiseren van de lijst van bevoegde autoriteiten en ambtenaren (artikel 2, lid 2), voor het verlenen van een recht van toegang tot andere nationale registers (artikel 6, h)), voor de praktische modaliteiten van de samenwerking op grond van het verdrag (artikel 7), voor de praktische modaliteiten

⁵ Voetnoot 5 van advies 57.050/VR: Voetnoot 36 uit het geciteerde advies: Zie o.m. advies nr. 33.510/3 van 28 mei 2002 over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de wet van 17 december 2002 houdende instemming met het Verdrag betreffende toegang tot informatie, inspraak bij besluitvorming en toegang tot de rechter inzake milieuaangelegenheden, en met de Bijlagen I en II, gedaan te Aarhus op 25 juni 1998 (*Parl. St.* Senaat, 2001-2002, nr. 2-1235/1, blz. 48); advies 35.792/2/V van 20 augustus 2003 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan het decreet van 27 november 2003 houdende instemming met het Verdrag inzake persistente organische verontreinigende stoffen, gesloten te Stockholm op 22 mei 2001, alsmede met de Bijlagen erbij (*Parl. St.*, W.G.R., 2003/2004, nr. 575/1, blz. 10); advies 36.170/1 van 11 december 2003 over het voorontwerp van wet houdende instemming met de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië, ondertekend te Brussel op 31 oktober 2001 (*Parl. St.*, Senaat, 2004-2005, nr. 957/1).

⁶ Voetnoot 6 van advies 57.050/VR: Voetnoot 37 uit het geciteerde advies: Zie inzonderheid de adviezen waarnaar in de vorige voetnoot wordt verwezen.

⁷ Voetnoot 7 van advies 57.050/VR: Hiertoe kan bijvoorbeeld inspiratie worden gezocht in de artikelen 3 en 4 van het decreet van het Vlaamse Gewest van 25 april 2014 'houdende instemming met het Europees verdrag inzake het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren (ADN), opgemaakt in Genève op 26 mei 2000, en met de geactualiseerde voorschriften ADN 2013'.

⁸ Voetnoot 8 van advies 57.050/VR: Indien de uitvoeringsafpraak zou worden aangenomen in de vorm van een instrument dat onder het toepassingsgebied van artikel 23 van het verdrag 'tot herziening van het op 3 februari 1958 gesloten Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie', gedaan te 's-Gravenhage op 17 juni 2008 valt, zou de bekendmaking kunnen plaatsvinden in het Benelux Publicatieblad.

van de samenwerking en de toekenning van taken bij deelname aan een grensoverschrijdend optreden (artikel 10), voor het bepalen van het begin en het einde van het grensoverschrijdend optreden (artikel 19), voor het bepalen van het voorzitterschap en de werking van de stuurgroep wegvervoerinspectie (artikel 28, lid 3) en voor het bepalen van de lijst met namen en contactgegevens van de leden van de stuurgroep (bijlage, lid 3).

De uitvoeringsafspraken worden gemaakt door de bevoegde autoriteiten (artikel 26), dit zijn de autoriteiten die op het grondgebied van een partij op grond van de interne bevoegdheidsverdeling verantwoordelijk zijn voor het toezicht op en de handhaving van de regelgeving inzake wegvervoer van goederen en personen (artikel 2, lid 1, a)). Hieromtrent om nadere toelichting gevraagd, antwoordde de gemachtigde dat voor het Vlaamse Gewest het Agentschap Wegen en Verkeer⁹ als bevoegde autoriteit zal optreden.

3.2. Zoals de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving heeft opgemerkt in advies 42.631/AV van 8 mei 2007 zijn dergelijke afspraken enkel toelaatbaar '[v]oor zover deze akkoorden alleen maar voorzien in de administratieve en technische uitvoering van een verdrag en ermee slechts beoogd wordt de rechten en verplichtingen die in het verdrag zelf reeds zijn opgenomen uitvoerbaar te maken'.¹⁰

3.3. Hieromtrent om nadere toelichting gevraagd, antwoordde de gemachtigde:

‘Uitvoeringsafspraken zijn praktische afspraken.

Zo zal in uitvoeringsafspraken bijvoorbeeld worden geregeld op welke wijze de communicatie in verband met de geplande acties zal verlopen.

Ook zal concreet worden bepaald op welke tijdstippen de acties zullen gevoerd worden.

Welke uitrusting bij de inspecties zal worden gebruikt zal eveneens worden geregeld’.

en

‘Het is zeker niet de bedoeling dat uit de uitvoeringsafspraken nieuwe rechten of verplichtingen voor de burgers voortvloeien. Het gaat louter om praktische afspraken.

Wanneer aan het verdrag uitvoering wordt gegeven, zal dit gebeuren in respect met de respectievelijke wetgeving van de verschillende partijen’.

Deze verduidelijking dient te worden opgenomen in de memorie van toelichting.

De toelichting bij artikel 19 van het verdrag wordt eveneens het best aangepast (schrappen van de woorden ‘in zijn algemeenheid’) om niet – ten onrechte – de indruk te wekken dat met de uitvoeringsafspraken een algemeen verbindende regeling zou worden beoogd.

4. Gevraagd om toelichting, werd door de gemachtigde verduidelijkt dat in lid 1 van de bij het verdrag gevoegde bijlage met een ‘vertegenwoordiger van het Koninkrijk België’ een ‘vertegenwoordiger van de federale overheid’ wordt bedoeld. In de toekomst

⁹ Voetnoot 9 van advies 57.050/VR: Het betreft het agentschap opgericht bij artikel 2 van het besluit van de Vlaamse Regering van 7 oktober 2005 ‘tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap zonder rechtspersoonlijkheid Agentschap Wegen en Verkeer’.

¹⁰ Voetnoot 10 van advies 57.050/VR: adv.RvS 42.631/AV van 8 mei 2007 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 9 februari 2009 ‘houdende instemming met het Raamakkoord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Franse Republiek betreffende de grensoverschrijdende samenwerking inzake gezondheidszorg, ondertekend te Moeskroen op 30 september 2005’, *Parl.St.* Senaat 2007-08, nr. 4-912/1, (11) 15.

moet er bij het sluiten van verdragen zorg voor worden gedragen om de termen ‘federale overheid’ en ‘Koninkrijk België’ niet door elkaar te halen. Internationaalrechtelijk heeft het ‘Koninkrijk België’ immers verschillende organen waarvan de ‘federale overheid’ er slechts één is, naast onder meer het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest. Als het de bedoeling is om in een verdrag specifieke rechten of plichten toe te kennen aan de ‘federale overheid’ dan dient deze ook als dusdanig te worden aangewezen.”

Die opmerkingen gelden *mutatis mutandis* ook voor het voorliggende voorontwerp van wet.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSWET

Er wordt verwezen naar de opmerkingen 2.2 en 2.3 in advies 57.050/VR.¹¹

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

¹¹ Zie artikel 2 van het Vlaams decreet van 22 januari 2016 ‘houdende instemming met het Benelux-Verdrag betreffende grensoverschrijdende samenwerking inzake wegvervoerinspectie, gedaan te Luik op 3 oktober 2014’.